

# **Dispositif « Kap EcoSolidaire » de la Région Réunion**

## **Appel à candidatures**

Février 2026

## Contexte

Le dispositif Kap Ecosolidaire est une initiative conjointe de la Région Réunion, EDF, et la SPL Energies Réunion, visant à aider les ménages réunionnais à faible revenus à s'équiper en chauffe-eau solaire. Afin d'étendre ce dispositif, un appel à candidatures est publié pour l'intégration de nouvelles entreprises partenaires, qualifiées pour l'approvisionnement et l'installation de chauffe-eaux solaires selon des critères rigoureux de qualité et de conformité aux normes en vigueur.

Le présent document définit les modalités de participation et les engagements attendus des entreprises candidates.

Le dispositif « Kap Ecosolidaire » **est cofinancé par la Région Réunion et l'Union Européenne via le FEDER** (fiche action 2.1.4 du Programme Opérationnel Européen FEDER 2021-2027).

## Objet du présent appel à candidatures

Le présent appel à candidatures vise à sélectionner les entreprises du secteur du solaire thermique souhaitant devenir partenaires du dispositif « Kap EcoSolidaire » et ainsi faire bénéficier de la subvention régionale et européenne à leurs clients particuliers propriétaires résidant à La Réunion (974).

Les entreprises sélectionnées à l'issue du présent appel à candidatures signeront une convention de partenariat avec la Région Réunion et Energies Réunion, sous réserve de l'instruction de leur dossier.

Le professionnel procédant à la fourniture et à l'installation du chauffe-eau solaire individuel devra posséder les compétences professionnelles nécessaires, ainsi que les garanties légales couvrant explicitement l'ensemble des activités et travaux qu'il réalise.

Seuls les professionnels partenaires conventionnés pourront faire bénéficier de la subvention « Kap Ecosolidaire » à leurs clients.

## Public visé

Cet appel à candidatures s'adresse aux entreprises spécialisées dans le solaire thermique qui souhaitent devenir partenaires du dispositif Kap Ecosolidaire. Les entreprises doivent répondre aux critères suivants :

- Disposer de la qualification RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) pour l'installation de chauffe-eau solaires individuels L'entreprise doit être titulaire de la certification QualiSol ou équivalent RGE au moment de la candidature et tout au long de sa participation au dispositif.
- Respecter les exigences techniques et administratives définies par la Région Réunion et le Programme Opérationnel Européen FEDER 2021-2027. Celles-ci sont définies dans la convention de partenariat jointe en annexe.

Les entreprises ayant déjà une convention de partenariat signée au moment de la publication, et les entreprises ayant déjà fait acte de candidature avant la date de publication du présent appel à candidatures ne sont pas concernées par la présente procédure.

## Descriptif du dispositif « Kap Ecosolidaire »

Le dispositif « Kap ECOSOLIDAIRE » permet l'attribution d'une subvention régionale et européenne à des particuliers qui en font la demande pour l'installation de chauffe-eaux solaires, acquis obligatoirement auprès d'un Professionnel partenaire du dispositif.

Le particulier ne dispose pas de la possibilité de percevoir la subvention sur son propre compte bancaire : une subrogation systématique sera faite en faveur du professionnel retenu par le Particulier.

Seuls les professionnels partenaires du dispositif pourront faire bénéficier de la subvention régionale leurs clients particuliers qui les auront mandatés.

Les prestations éligibles au dispositif sont **la fourniture et la pose d'un chauffe-eau solaire thermique individuel d'une capacité maximale de 450 L.**

La subvention est versée par la Région Réunion, sous réserve de la vérification par Energies Réunion de l'éligibilité du chauffe-eau solaire installé chez le particulier et sur présentation des pièces nécessaires par le professionnel permettant d'attester que l'installation est réalisée, fonctionnelle, et conforme aux cahier des charges du dispositif.

Le montant total de la subvention est plafonné à 2 650 € HT.

La Région Réunion et l'Union Européenne apportent une subvention maximale de 1 450 € HT (dont 85% sont financés par le FEDER).

Le complément d'aide peut notamment être financé par le Cadre Territorial de Compensation mis en œuvre par EDF sous le label « Agir Plus ». **A ce titre, le professionnel doit aussi faire acte de candidature auprès d'EDF pour obtenir le label « Agir Plus » afin de pouvoir appliquer l'intégralité de la subvention.**

Un bénéficiaire pourra prétendre à un renouvellement de son installation financé au titre de l'aide régionale sous réserve que celle-ci soit toujours en vigueur, et sous réserve de respecter les conditions cumulatives suivantes :

1. Respecter un délai de 8 ans révolus entre les 2 demandes d'aides
2. Le chauffe-eau existant doit être hors service.

### Qui est éligible ?

Le dispositif « Kap Ecosolidaire » s'adresse aux **particuliers propriétaires ou usufruitiers occupants de maisons individuelles, sous conditions de revenus.**

Les seuils de revenus définis par l'ANAH en 2026 sont les suivants, en fonction des personnes composant le foyer :

Nombre de personnes au foyer	Revenu fiscal de référence maximum (€)
1	22 259 €
2	32 553 €
3	39 148 €
4	45 735 €
5	52 348 €
Par personne supplémentaire	+ 6 598 €

Les principaux critères d'éligibilité sont les suivants :

- Être propriétaire ou usufruitier occupant de l'habitation en son nom propre (les SCI ou SNC ne sont pas éligibles au dispositif)
- Être raccordé au réseau EDF,
- Ne pas dépasser les seuils de revenus définis précédemment,
- Faire appel à une entreprise partenaire conventionnée avec la Région Réunion et Energies Réunion.

Les chauffe-eaux solaires individuels (CESI) financés doivent également respecter un cahier des charges et un prix plafond.

### ***Quel est le montant de la subvention ?***

**Le montant total de la subvention est plafonné à 2650 € HT.** La Région Réunion et l'Union Européenne via le FEDER apportent au maximum 1450 € HT.

EDF, via l'aide Agir Plus, apporte au maximum 1200 € HT \*\*.

**La TVA est réglée par le bénéficiaire lors de la pose du chauffe-eau solaire.**

*\*\* : EDF subventionne le chauffe-eau solaire à hauteur de 1200 € HT uniquement s'il est installé sur une maison de plus de 2 ans. Pour les maisons de moins de 2 ans, l'aide d'EDF est de 500 € HT.*

### ***Comment bénéficier de l'aide ?***

Le repérage des foyers se fait via les dispositifs de diagnostics énergétiques chez les particuliers, en vigueur sur l'île de la Réunion. Un réseau de donneurs d'alertes (CCAS, Fondation pour le Logement) permet aussi d'identifier les foyers en situation de précarité.

Pour demander une visite à domicile, le foyer ou le donneur d'alerte est invité à contacter la SPL Energies Réunion par téléphone au 0262 257 257. Energies Réunion réalise ensuite une première visite à domicile.

Si lors de la visite à domicile, le diagnostic préconise l'installation d'un chauffe-eau solaire et que le foyer est identifié comme éligible, un dossier est alors monté avec la famille.

A l'issue de la visite, le foyer est invité à contacter à minima 2 entreprises partenaires pour l'obtention de 2 devis.

Une fois ces devis obtenus et les pièces nécessaires à l'instruction du dossier réunies, le foyer rappelle le technicien de la SPL Energies Réunion, pour validation de la complétude de son dossier, qui est ensuite transmis à la Région Réunion pour attribution de la subvention.

La Région Réunion informe le bénéficiaire par courrier de l'accord de la subvention. En parallèle l'entreprise reçoit un arrêté qui permettra de lui verser la subvention après réalisation et validation des travaux par la SPL Energies Réunion. La famille peut dès réception de son courrier contacter l'entreprise pour fixer un rendez-vous pour la pose du chauffe-eau solaire.

L'entreprise peut alors procéder à la pose du chauffe-eau solaire. Le jour de la pose, la famille doit s'acquitter la part restant à sa charge (dont TVA et surcoût au-delà de 2 650 €).

La SPL Energies Réunion procède à un contrôle de l'installation, afin que l'entreprise puisse être payée de la part de subvention financée par la Région Réunion et le FEDER.

## Conditions d'admissibilité

L'entreprise candidate déclare sur l'honneur :

### a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

### b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

**c) Liquidation judiciaire :** ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**d) Redressement judiciaire :** ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

**e) Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

### f) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

## Dossier de candidature à remettre

Le dispositif « Kap Ecosolidaire » est destiné aux personnes morales dont l'entreprise est immatriculée à La Réunion (974), ou qui possèdent un établissement secondaire ou une filiale de leur société sur le territoire de La Réunion (974).

Le professionnel procédant à la fourniture et à l'installation de chauffe-eau solaire individuel devra posséder les compétences professionnelles nécessaires, ainsi que les garanties légales couvrant explicitement l'ensemble des activités et travaux qu'il réalise.

Ces conditions seront considérées satisfaites par la fourniture d'un dossier **complet et conforme** de candidature, établi à l'attention de Energies Réunion, et qui devra comporter **l'intégralité des pièces** suivantes :

### ➔ Une partie administrative comprenant :

1. **Courrier officiel de candidature et d'engagement (Annexe 1)**
  - Ce courrier doit être rédigé sur papier en-tête de votre entreprise. Il doit inclure une déclaration formelle d'intention de participer au dispositif « ECOSOLIDAIRE » et un engagement à respecter les termes de la convention.
2. **Attestation d'assurance responsabilité civile**
  - Veuillez fournir une copie récente de votre attestation d'assurance responsabilité civile, prouvant que votre entreprise est couverte pour les risques liés à son activité.
3. **Formulaire administratif dûment rempli (Annexe 2)**
  - Complétez le formulaire administratif fourni en annexe avec toutes les informations requises. Assurez-vous que toutes les sections sont correctement remplies et signées.
4. **RIB (format IBAN BIC)**
  - Fournissez un relevé d'identité bancaire (RIB) au format IBAN BIC pour le versement des subventions. Assurez-vous que les informations bancaires sont correctes et à jour.
5. **Un extrait K-bis de moins de 6 mois**
  - Joignez un extrait K-bis récent (moins de six mois), attestant de l'existence légale et des informations actuelles de votre entreprise.
6. **Le chiffre d'affaires de la société**
  - Indiquez le chiffre d'affaires annuel de votre société. Cette information peut être incluse dans le formulaire administratif ou fournie séparément si nécessaire.
7. **Les comptes certifiés de l'exercice précédent**
  - Joignez les comptes certifiés de l'exercice précédent, comprenant le bilan et le compte de résultat, pour prouver la santé financière de votre entreprise.
8. **Justificatif concernant le paiement de toutes les taxes liées à l'activité professionnelle du solariste**
  - Fournissez un document attestant du paiement de toutes les taxes professionnelles et fiscales en vigueur pour votre entreprise. Cela peut inclure les déclarations fiscales ou autres justificatifs de conformité.
9. **Assurance décennale**
  - Joignez une copie de votre assurance décennale, couvrant les risques liés à la qualité des installations réalisées, conformément aux exigences légales et réglementaires.
10. **La preuve du partenariat AGIR + EDF**
  - Transmettre le contrat de partenariat avec EDF notamment concernant l'aide Agir Plus.

➔ **La partie technique du dossier de candidature comprendra :**

**1. Attestation Reconnu Garant de l'Environnement (RGE)**

**Certificat RGE :** Fournissez l'attestation RGE de votre entreprise (solariste) ainsi que celle de tout sous-traitant, valide au moment du dépôt de dossier et pendant toute la durée du dispositif. L'attestation RGE doit couvrir les activités liées à l'installation de systèmes solaires dans les DROM.

**2. Note de calcul pour les conditions cycloniques**

**Calcul de résistance à l'arrachement :** Présentez une note de calcul attestant que le Chauffe-Eau Solaire Individuel (CESI) et les équipements nécessaires à son installation sont résistants aux vents cycloniques et peuvent être posés en zone 5. Cette note doit être réalisée par un bureau d'études qualifié.

**3. Proposition(s) commerciale(s)**

**Annexe 3 :** Incluez la proposition commerciale remplie selon le modèle fourni en Annexe 3, détaillant les coûts, les équipements proposés, et les services associés.

**4. Coordonnées des sous-traitants**

**Liste des sous-traitants :** Fournissez les coordonnées complètes de tous les sous-traitants impliqués dans le projet, y compris les noms, adresses, et contacts.

**5. Attestation RGE des sous-traitants**

**Certificats RGE des sous-traitants :** Assurez-vous que les sous-traitants disposent également d'une attestation RGE valide au moment du dépôt de dossier et pendant toute la durée du dispositif. Les certificats RGE doivent correspondre aux activités spécifiques que les sous-traitants réaliseront.

**6. Certification CSTB+ ou SolarKeymark**

**Certifications des Chauffe-Eaux Solaires :** Les chauffe-eaux solaires que vous commercialisez doivent être certifiés CSTB+ mention DOM ou SolarKeymark. Pour les certifications SolarKeymark, incluez les documents ou justificatifs des essais suivants :

- **Tenue à l'arrachement :** Le seuil de tenue à l'arrachement du vitrage du capteur, selon la norme d'essai EN 12975-2 ou basé sur EN 12211 §7.4, doit être supérieur ou égal à 3000 Pa, obtenu par un laboratoire accrédité conforme à la norme NF EN ISO/CEI 17 025.
- **Fixations et charges :** Les fixations doivent être adaptées aux charges mécaniques, climatiques, et sismiques spécifiques aux DOMs. Une note de calcul réalisée selon les Eurocodes par un bureau d'études qualifié « Reconnu Garant de l'Environnement » doit valider cela.
- **Tenue à la corrosion :** Le chauffe-eau solaire doit démontrer une bonne tenue à la corrosion et être adapté aux environnements extérieurs spécifiques aux DOMs.
- **Performance thermique :** L'écart autorisé entre la performance thermique initiale mesurée selon la norme d'essai EN 12975-2 et celle mesurée après vieillissement d'un an du capteur exposé sans liquide caloporteur en atmosphère extérieure marine E15 est de +/-10%.

## 7. **Fiches techniques des matériels**

**Documents techniques** : Fournissez les fiches techniques de l'ensemble des matériels proposés, y compris les cuves, capteurs, accessoires, etc. Ces fiches doivent décrire les caractéristiques techniques, les performances, et les spécifications des équipements.

8. **Simulation SOLO (ou équivalent) du matériel proposé**, démontrant un taux de couverture supérieur ou égal à 70% des besoins en eau chaude solaire toute l'année pour les zones inférieures à 800 m d'altitude et supérieures à 800 m d'altitude.



## Modalités de dépôt de candidature

### ***Retrait des dossiers de candidature***

Le dossier de l'appel à candidatures est composé :

- Du présent règlement
- Des annexes :
  - o Annexe 1 – convention de partenariat « Kap EcoSolidaire »
  - o Annexe 2 – grille tarifaire à remplir
  - o Annexe 3 – modèle de devis type
  - o Annexe 4 – modèle de facture type
  - o Annexe 5 – formulaire de contact à remplir

Ce dossier est téléchargeable intégralement sur le site : <https://energies-reunion.com>

Des modifications de détails peuvent être apportées au présent règlement ainsi qu'au dossier d'appel à candidatures, au plus tard 15 jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures.

### ***Dépôt des candidatures***

Le dépôt des candidatures se fera exclusivement par mail à l'adresse suivante :

[ecosolidaire@energies-reunion.com](mailto:ecosolidaire@energies-reunion.com)

Chaque dépôt de candidature fera l'objet d'un accusé réception par voie électronique.

Aucun autre mode de transmission des candidatures ne pourra être accepté.

### ***Périodicité de l'appel à candidatures***

La Région Réunion se réserve le droit de relancer la procédure d'appel à candidature de manière semestrielle, en modifiant tout ou partie du présent règlement et des annexes éventuels.

## Analyse des candidatures

### ***Critères d'analyse***

Les informations fournies au dossier de candidature doivent permettre à la Région Réunion d'apprécier :

- **La capacité technique et financière du candidat à réaliser des chauffe-eaux solaires individuels à La Réunion ;**
- **La démonstration de la qualité des installations ainsi que de leur conformité au cahier des charges pour l'attribution de la subvention (cf. annexe 1 – convention de partenariat).**

Les candidats devront également :

- Faire éllection de domicile à La Réunion (974)
- Ne pas avoir fait l'objet d'une résiliation de convention ou d'une exclusion du dispositif pour faute dans le cadre du présent ou des précédents dispositifs d'aide régionaux et européens
- Avoir obtenu une certification RGE au moment du dépôt de candidature ou a minima la preuve que la demande a été effectuée auprès des organismes de qualification (accusé de réception de dossier complet).

## Suite de la procédure

Les candidatures seront analysées au fil de leur réception par Energies Réunion et la Région Réunion.

Au cours de l'analyse des candidatures, si Energies Réunion (ou la Région Réunion) constatent qu'une pièce ou une information demandée est absente ou incomplète, ils se réservent le droit de demander aux candidats de compléter leur dossier, dans un délai approprié et identique pour tous.

Attention : cela n'est pas obligatoire, il est recommandé aux candidats de vérifier la complétude de leur dossier de candidature avant envoi.

Sont éliminées :

- Les candidatures non recevables au regard des conditions d'admissibilité énoncées aux paragraphes « Conditions d'admissibilité » ;
- Les candidatures incomplètes ou restées incomplètes à la suite d'une demande de compléments effectuée par Energies Réunion ou la Région Réunion ;
- Les candidatures qui ne présentent pas les capacités techniques et financières nécessaires pour réaliser des chauffe-eaux solaires individuels à La Réunion.

Les candidats seront informés par courrier de la décision prise par la Région Réunion à l'issue de l'analyse de leur dossier de candidature.

La participation au présent appel à candidatures, quel qu'en soit le résultat, ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de la Région Réunion ou d'Energies Réunion vis-à-vis des candidats.

La sélection des candidats constitue une démarche préalable à la recevabilité des dossiers de demandes d'aide et ne garantit pas l'éligibilité systématique des dossiers présentés par ces derniers à la subvention.

Les candidats sélectionnés à l'issue de la procédure d'appel à candidature bénéficieront d'une convention de partenariat tripartite avec Energies Réunion et la Région Réunion.

## Contact et questions

Les demandes de précisions des candidats devront être formulées **exclusivement par écrit à l'adresse électronique [ecosolidaire@energies-reunion.com](mailto:ecosolidaire@energies-reunion.com)** au plus tard dans un délai de 15 jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures.

Energies Réunion et la Région Réunion disposent d'un délai de 5 jours ouvrés pour apporter une réponse aux candidats.

## Voies et délais de recours

Les candidats non retenus ont la possibilité d'exercer leur droit de recours auprès de la Direction des Affaires Juridiques et Commande Publique de la Région Réunion.